

Brochure n° 3310

**Convention collective nationale**

IDCC : 2306. – **LES MÉTIERS  
DU VERRE**

**(1<sup>re</sup> édition septembre 2004)**

**AVENANT N° 3 DU 25 NOVEMBRE 2004**  
**PORTANT DIVERSES MODIFICATIONS DE LA CONVENTION**

NOR : *ASET0550287M*

IDCC : *2306*

Entre :

L'union des chambres syndicales des métiers du verre,

D'une part, et

La fédération nationale des travailleurs du verre et de la céramique CGT ;

La fédération chimie CGT-FO ;

La fédération chimie énergie CFDT ;

La fédération CMTE-CFTC ;

La fédération chimie CFE-CGC,

D'autre part,

il est décidé par suite des remarques formulées par la sous-commission aux conventions et accords de la commission nationale de la négociation collective d'apporter les modifications suivantes.

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 18 est modifié comme suit :

Au 1<sup>er</sup> alinéa, après « conformément au code du travail » :

« sous réserve de l'application des dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 122.3.1 du code du travail ».

Au 2<sup>e</sup> alinéa, à la fin :

« sous réserve de l'application des dispositions des articles L. 122.1 et L. 122.1.1 du code du travail ».

« Les parties conviennent qu'en cas de modification des dispositions législatives ou réglementaires relatives aux contrats de travail, elles se rencontreront dans les meilleurs délais pour examiner les modifications qu'il conviendrait alors d'apporter au présent article ».

## **Article 2**

Dans l'article 20 de la convention, dans le dernier alinéa, le mot : « minimum » est remplacé par le mot : « pratiqué ».

## **Article 3**

Dans l'article 22 de la convention, les termes : « l'article 5 de la loi n° 82-634 du 4 août 1982 et le décret n° 82-835 du 30 septembre 1982 » remplacent les termes : « la loi du 30 juillet 1960 ».

## **Article 4**

Dans l'article 23 de la convention : « Les parties sont d'accord pour revoir les dispositions spécifiques à la prévention des risques chimiques. »

## **Article 5**

Dans l'article 27 de la convention, il est rajouté en tête du 4<sup>e</sup> alinéa : « sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 222-7 du code du travail ».

## **Article 6**

Dans l'article 29 de la convention, les termes : « chefs de famille » sont remplacés par le terme : « salariés » (par salariés il faut entendre aussi bien les hommes que les femmes).

Rajouter le paragraphe suivant :

« L'ensemble des dispositions du présent article s'appliquent également aux salariés ayant conclu un pacte civil de solidarité. »

## **Article 7**

Dans l'article 31 de la convention, rajouter à la fin du paragraphe 2 : « ou son concubin ».

Rajouter après le 5<sup>e</sup> paragraphe :

« L'ensemble des dispositions du présent article s'applique également aux salariés ayant conclu un pacte civil de solidarité. »

## **Article 8**

Dans l'article 43 de la convention, rajouter après la phrase : « Le médecin du travail est membre de droit du CHSCT » les termes : « et il assiste aux réunions à titre consultatif ».

## **Article 9**

Dans l'article 48 de la convention, il est rajouté à la fin du 1<sup>er</sup> alinéa, les termes suivants :

« Le refus opposé par le salarié ne peut constituer par lui-même une cause de licenciement. »

## **Article 10**

A l'article 50 de la convention, il est rajouté à la fin du 1<sup>o</sup> sur l'ordre des licenciements la phrase suivante :

« L'employeur devra également prendre en compte la situation des salariés qui présentent des caractéristiques sociales rendant leur réinsertion professionnelle particulièrement difficile. »

## **Article 11**

Dans l'article 51 de la convention, dans le 1<sup>er</sup> paragraphe, la référence à l'article L. 122-10, alinéa 4, est supprimée.

Sous les tableaux, il est rajouté :

« Sous réserve des dispositions législatives, réglementaires ou autres plus favorables au salarié, et notamment en cas de licenciements économiques, des dispositions de l'article R. 122-2 du code du travail.

En cas de licenciements économiques :

Dans le tableau ouvrier-employé, s'agissant de l'indemnité de licenciement, pour un salarié ayant une ancienneté supérieure à 10 ans et inférieure ou égale à 20 ans, elle est portée à 4/10 de mois par année de présence, et l'indemnité de licenciement pour un salarié ayant une ancienneté supérieure à 20 ans est portée à 6/10 de mois par année de présence.

Dans le tableau techniciens et agents de maîtrise, s'agissant de l'indemnité de licenciement pour un salarié ayant une ancienneté supérieure à 7 ans et inférieure ou égale à 15 ans, elle est portée à 4/10 de mois par année de présence, et l'indemnité de licenciement pour un salarié ayant une ancienneté supérieure à 15 ans est portée à 6/10 de mois par année de présence.

Le tableau des cadres reste inchangé. »

Interprétation :

Par année de présence il faut entendre l'ensemble des contrats passés au sein ou pour l'entreprise, sous déduction (sauf accords plus favorables) de ceux rompus par démission du salarié, et de ceux rompus par l'entreprise pour lesquels le salarié a déjà perçu une indemnité de licenciement calculée selon les dispositions ci-dessus.

Lorsque, le salarié a déjà été touché par une ou des mesures de licenciement(s) dans une entreprise donnée, puis réembauché dans celle-ci et se trouve à nouveau en situation de rupture du contrat du fait de l'employeur, il percevra une indemnité de rupture calculée sur la totalité des années de contrats passées dans l'entreprise et selon les dispositions ci-avant définies, sous déduction des sommes déjà perçues au titre des indemnités de licenciement(s) antérieur(s).

Cette mesure ne peut toutefois conduire à ce que le salarié perçoive des indemnités de rupture qui soient inférieures au produit ci-après : salaire brut mensuel  $\times$  nombre de dixièmes de mois correspondant à son ancienneté  $\times$  nombre d'années du dernier contrat.

Par ancienneté du salarié il faut entendre ancienneté telle que définie à l'article 38 de la présente convention.

### **Article 12**

A l'article 54 de la convention, rajouter en dessous du tableau sur les indemnités de départ en retraite :

« Chaque année entamée en dessous de 5 ans d'ancienneté donnera lieu à une indemnité calculée, au prorata de l'ancienneté acquise par le salarié, sur la base prévue pour les salariés ayant une ancienneté de 5 ans. »

Suite aux autres remarques faites sur la mise à la retraite :

« Au sujet des départs et des mises à la retraite, les parties conviennent de se revoir pour définir les contreparties en termes d'emploi et de formation ainsi que pour préserver et améliorer les conditions de travail. »

### **Article 13**

Dans l'article 55 de la convention, paragraphe « Fréquence des réunions », remplacer : « au moins une fois par an » par : « au moins une fois par semestre ».

### **Article 14**

A l'annexe II, paragraphe 32, rajouter après le paragraphe en question :

« Il en est de même lorsque ces règles plus favorables pour le salarié sont tirées de son contrat de travail. »

### **Article 15**

A l'annexe IV, article 4, paragraphe 4.2.2, rajouter à la liste des dispositions que l'accord d'entreprise instituant la modulation doit obligatoirement comporter :

« Le droit à repos compensateur des travailleurs n'ayant pas travaillé pendant la totalité de la période de modulation. »

Paragraphe « Heures supplémentaires », rajouter après le 4<sup>e</sup> alinéa :

« Dans la mesure où le salarié est embauché à temps plein, le respect des obligations contractuelles imposent que sa rémunération corresponde à un temps plein. Les déficits d'heure du fait des sous-charges d'activité doivent donc rester à la charge de l'entreprise sous réserve de l'application du régime de chômage partiel.

Les heures non travaillées résultant d'une absence du salarié ne seront décomptées que dans la mesure où celles-ci peuvent, en vertu des dispositions de l'alinéa 11 de l'article L. 212-8 du code du travail, faire l'objet d'une récupération et n'auront pas été récupérées du fait du salarié. »

Paragraphe « Rémunération et régularisation », rajouter :

« Pour toute régularisation concernant la rémunération du salarié qui impliquerait une ou des retenues sur celle-ci, l'employeur devra respecter les dispositions qui limitent la fraction saisissable de la rémunération. »

### **Article 16**

Dans l'annexe IV, article 6, rajouter à la fin du 1<sup>er</sup> alinéa :

« En application notamment des dispositions de l'article 7 et 7.2 de la présente annexe. »

### **Article 17**

Dans l'annexe IV, article 7, paragraphe 7.3.2, rajouter après ce paragraphe :

« Les heures effectuées dans ce cas, au-delà des 8 heures quotidiennes, donneront lieu à un repos d'une durée équivalente au nombre d'heures en question effectuées. »

Paragraphe 7.4.2 :

La première phrase de ce paragraphe est supprimée.

### **Article 18**

Dans l'annexe IV, article 8, rajouter dans le dernier alinéa de cet article, les mots : « et leurs majorations » après les termes : « Les heures supplémentaires » et rajouter le mot : « intégralement » entre les termes : « aura été » et le mot : « remplacé ».

### **Article 19**

Dans l'annexe IV, article 10, faire précéder les textes de cet article par :

« Sont considérés comme salariés à temps partiel les salariés dont la durée du travail est inférieure à la durée légale du travail ou inférieure à la durée du travail fixée conventionnellement pour une branche ou l'entreprise ou aux durées applicables dans l'établissement si elles sont inférieures à la durée légale. »

### **Article 20**

#### *Caractère normatif et extension du présent avenant*

Il ne peut être dérogé dans un sens moins favorable aux salariés à une quelconque disposition de la convention collective nationale étendue de l'union des chambres syndicales des métiers du verre de ses annexes ou avenants, donc aux présentes dispositions.

Les parties demandent l'extension des présentes dispositions.

### **Article 21**

#### *Dépôt de l'accord*

Le présent accord sera déposé en 5 exemplaires à la direction départementale du travail de l'emploi et de la formation professionnelle de Paris, conformément aux dispositions des articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail.

Un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris et aux organisations syndicales concernées.

Le présent accord prend application à la date de conclusion.

Fait à Paris, le 25 novembre 2004.

(Suivent les signatures.)